

Un tour du monde en 90 minutes

Un discours de 47 pages pour faire le tour de la politique étrangère. Jean Asselborn s'est livré à cet exercice avec souvent de la lassitude dans sa voix, mais aussi de la détermination à construire un monde meilleur.

L'Union européenne bat de l'aile, mais l'édifice peut encore être sauvé. Jean Asselborn s'est beaucoup préoccupé des citoyens et de leurs attentes.

De notre journaliste
Geneviève Montaigu

Le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, s'est présenté devant les députés pour prononcer sa déclaration de politique étrangère, un 13 mars et pour la troisième fois. Une bonne heure et demie de discours pour dresser un état du monde peu reluisant au milieu duquel le Luxembourg essaye de dé-

fendre ses intérêts, protéger sa souveraineté, sauvegarder la paix et assurer sa prospérité dans le respect des valeurs universelles. Morceaux choisis.

Europe

«Le nationalisme, c'est la guerre», déclare Jean Asselborn en citant François Mitterrand. «Cette phrase a plus de sens que jamais en 2019!», poursuit-il en évoquant des élections européennes qui façonneront l'avenir de l'Union européenne. Une UE mal en point victime d'attaques internes avec un flot de mensonges incessants, de fausses informations qui remettent

les valeurs européennes en cause. Des attaques extérieures la blessent tout autant avec un multilatéralisme remis en cause et une politique commerciale agressive. Mais, pour autant, Jean Asselborn ne veut pas cacher le mal réel qui ronge l'UE avec des attentes légitimes des citoyens. «Pour la première fois, un État membre va quitter l'UE», rappelle, pessimiste, le ministre des Affaires étrangères. S'il partage de nombreuses vues avec Emmanuel Macron sur la réforme nécessaire de l'Union, il rejette fermement la remise à plat de l'espace Schengen. Le Luxembourg

soutiendra l'instauration d'un salaire social minimum et la création d'une autorité du travail européenne. Pour le Luxembourg, c'est encore plus d'Europe et pas le contraire, une Union qui rapporte beaucoup à ses citoyens et qui coûte 1,56 euro par jour à chaque Luxembourgeois.

Brexit

Après le deuxième vote négatif d'hier à Londres, l'UE se prépare aux différents scénarios : une sortie sans accord ou une prolongation du délai au-delà du 29 mars. «Dans ce cas, les Britanniques de-

ront accompagner leur demande d'une proposition viable.» Pour Jean Asselborn, la priorité est de protéger les 3,5 millions de citoyens européens établis au Royaume-Uni, dont 2 000 Luxembourgeois, et les citoyens britanniques qui vivent dans des États membres, dont 6 000 au Grand-Duché. Ces derniers bénéficieront d'une période de transition, jusqu'au 30 mars 2020, date à laquelle ils devront être titulaires d'un titre de séjour pour ressortissant d'un pays tiers. «Le Luxembourg tentera d'atténuer le plus possible les conséquences négatives du Brexit», assure Jean Asselborn.

Élargissement

Des négociations sont en cours avec la Serbie et le Monténégro, tandis que d'autres seront lancées avec la Macédoine du Nord et l'Albanie. Les critères de Copenhague sur les valeurs communes resteront la première priorité dans ces discussions. Mais il reste encore de nombreux problèmes à surmonter dans la région et notamment les relations entre la Serbie et le Kosovo. En ce qui concerne la Turquie, les négociations sont au point mort depuis le putsch de 2016 et ses conséquences sur les droits de l'homme et l'État de droit. Néanmoins, la Turquie reste un partenaire incontournable pour les Européens.

Migration

Si le nombre de demandeurs de protection internationale a baissé de 90 %, «c'est parce que l'Europe est devenue une forteresse depuis deux ans», déplore Jean Asselborn. Tout comme il regrette que l'UE n'ait pas respecté ses engagements dans le cadre de son partenariat avec l'Afrique concernant la migration légale.



Photo : heryv montaigu

Jean Asselborn l'a rappelé à la Chambre : pour le Luxembourg, c'est encore plus d'Europe et pas le contraire.

VITE DIT

BETTEL EN FINLANDE

Le Premier ministre, Xavier Bettel a effectué, mardi, une visite de travail à Helsinki sur invitation de son homologue finlandais, Juha Sipilä. Ils ont, entre autres, évoqué les relations bilatérales entre les deux pays. Il a ainsi été convenu d'approfondir cette coopération en matière de recherche et développement et plus particulièrement dans les domaines de l'économie numérique et des technologies environnementales. De plus, les deux Premiers ministres ont pré-

paré le Conseil européen des 21 et 22 mars. À cette occasion, Xavier Bettel a félicité son homologue pour l'initiative de la lettre adressée au président du Conseil européen, Donald Tusk, sur le développement futur du marché unique et de la politique digitale européenne en vue du prochain agenda stratégique. Par ailleurs, Xavier Bettel et Juha Sipilä ont discuté des priorités de la présidence finlandaise du Conseil de l'UE du deuxième semestre 2019, de même que du cadre financier pluriannuel de l'UE.



Les sous-organisations de jeunesse de six partis politiques (CSJ, déi jonk gréng, déi Lénk Jeunes, JDL, Jonk Piraten et JSL) ont élaboré une déclaration commune au sujet de «la grève (marche) mondiale des étudiants pour le climat - Luxembourg». Dans celle-ci, les jeunes disent «saluer» et «soutenir» la grève des étudiants en faveur du climat, prévue demain à Luxembourg, à l'initiative de l'organisation «Youth for Climate Luxembourg». «La voix de la jeunesse doit également être manifeste à Luxembourg», indiquent les six sous-organisations.

éditorial

de notre journaliste

Claude Damiani



cdamiani@lequotidien.lu

L'école européenne se ridiculise

Nul n'est censé ignorer que demain se tiendra à Luxembourg aussi la grève mondiale des étudiants pour le climat, à l'initiative de l'organisation «Youth for Climate Luxembourg». Les sous-organisations de jeunesse des partis politiques de la majorité gouvernementale (Jeunesse démocrate et libérale, Jeunes socialistes et jeunes verts) viennent de prendre position en faveur de cette marche. Idem pour la plupart de leurs homologues issues de l'opposition (CSJ, déi Lénk Jeunes, les Jeunes Pirates et la Jeunesse communiste). Le syndicat SEW/OGBL a exprimé lui aussi sa solidarité avec les élèves dans leur lutte contre le changement climatique en appelant «tous les enseignants à soutenir les élèves dans leur lutte pour un avenir meilleur et à ne pas les empêcher de participer à la grève du 15 mars ni à d'autres actions éventuelles dans les semaines à venir». Et même le ministre de l'Éducation nationale, Claude Meisch, a indiqué «entendre donner aux lycéens l'occasion de participer à la manifestation» et «autorise les directions des lycées à libérer

des cours les élèves qui désirent se joindre à la grève (sur présentation de l'accord écrit des parents pour les élèves mineurs)». L'école européenne, par contre, semble, elle, se désolidariser de la cause climatique... En effet, «selon le Règlement général des écoles européennes, la participation des élèves à une grève, même pour une bonne cause, n'est pas prévue (...). En cas de participation à la grève, l'absence sera considérée comme une absence injustifiée», précise un courriel provenant de l'administration de l'école européenne de Luxembourg II (Mamer) et destiné aux parents d'élèves. Tandis que le ministre Meisch «salue l'engagement civique des jeunes déterminés à exprimer leur voix pour participer aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui et de demain», l'école européenne - et par extension la Commission européenne et l'UE - serait d'avis qu'il faudrait interdire aux jeunes d'exprimer leur conscience politique mûrissante?! Une dérogation exceptionnelle au nom de cette «bonne cause» aurait été tellement plus conforme aux valeurs européennes!